

18e édition du  
Salon International  
de L'Agriculture  
au Maroc

# Spécial SIAM



## Les cahiers du Canard Libéré

Edition spéciale

Directeur de la publication Abdellah Chankou

Nutrition animale

**COMMENT OCP  
TRANSFORME  
LA RESSOURCE EN  
SOUVERAINETÉ**



Le stand OCP au SIAM.

Agriculture

**LE MODÈLE  
PORTUGAIS**



Climat et eau

**LE MAROC À L'ÉPREUVE  
DE SA GOUVERNANCE  
HYDRIQUE**



**" DURABILITÉ DE LA PRODUCTION ANIMALE  
ET SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE "**

**ENTRE FACTURE  
CLIMATIQUE ET ÉQUATION  
GÉNÉTIQUE**



EDITO

Par Jamil  
Manar

# Réinventer l'élevage national

**L**a 18e édition du SIAM qui se tient à Meknès du 20 au 28 avril 2026 a choisi comme thème la “durabilité de la production animale et souveraineté alimentaire”.

L'élevage, pilier des économies rurales et source essentielle de protéines, se retrouve aujourd'hui au cœur d'une équation complexe : produire davantage, mais avec moins de ressources. La question de la production animale nationale a cessé d'être une simple préoccupation agricole pour s'imposer comme un enjeu éminemment stratégique. Derrière chaque flambée des prix de la viande, chaque tension sur l'approvisionnement en lait ou chaque épisode de sécheresse prolongée affleure une interrogation fondamentale : le Royaume peut-il encore garantir sa souveraineté alimentaire face à des ressources naturelles de plus en plus contraintes et des marchés internationaux toujours plus instables ?

Pendant longtemps, le modèle d'élevage marocain a reposé sur un équilibre certes fragile, mais fonctionnel : des systèmes extensifs épousant les rythmes de la nature, une dépendance assumée aux aléas climatiques, et un recours ponctuel aux importations pour ajuster l'offre à la demande. Cet équilibre est aujourd'hui rompu. Le changement climatique, avec son cortège de sécheresses répétées et de vagues de chaleur destructrices, a profondément altéré les capacités de production fourragère et animale. Le cheptel s'érode, les coûts de production explosent, et les cycles de reconstitution des troupeaux s'allongent, plongeant les éleveurs dans une incertitude chronique.

*La souveraineté alimentaire ne se décrète pas dans l'émotion d'une crise. Elle se construit patiemment, à travers des choix structurants et assumés.*

Dans ce contexte de vulnérabilité croissante, la durabilité de la production animale s'impose comme un impératif catégorique. Non pas au sens d'un simple verdissement des pratiques agricoles, souvent décorrélé des réalités économiques, mais comme une refondation en profondeur du modèle lui-même. Produire durablement, au Maroc, signifie désormais produire avec moins d'eau, moins d'intrants énergétiques et céréaliers, mais avec davantage d'intelligence agronomique, de résilience écologique et de vision stratégique. C'est aussi sortir d'une logique purement quantitative pour privilégier la qualité des produits, l'efficacité des chaînes de valeur et l'adaptation fine aux spécificités des territoires.

Le premier défi est celui des ressources naturelles, au premier rang desquelles l'eau. Celle-ci devient le facteur limitant majeur de toute ambition de souveraineté. Or, près de 80 % des ressources hydriques du pays sont encore mobilisées par l'agriculture, dont une part significative est dédiée à l'alimentation animale (fourrages irrigués, céréales). La question n'est donc plus de savoir comment produire davantage, mais comment produire autrement. Cela implique de repenser radicalement les systèmes fourragers : encourager les cultures résilientes et peu gourmandes en eau (orge, sorgho, légumineuses), valoriser durablement les parcours naturels et pastoraux, et généraliser les techniques d'économie d'eau (irrigation localisée, recharge des nappes, mo-

bilisation des eaux non conventionnelles). Le deuxième défi est génétique. Le modèle dominant, fondé sur des races importées à haut potentiel productif (vaches laitières, ovins à viande), montre ses limites dans un environnement de plus en plus aride et thermiquement contraignant. À l'inverse, les races locales, longtemps marginalisées par les politiques de modernisation, offrent des atouts précieux : résistance aux maladies, adaptation à la disette hydrique et fourragère, capacité à valoriser des parcours pauvres. Investir dans la sélection génétique, les croisements raisonnés, la conservation des ressources zoogénétiques et la recherche appliquée n'est plus une option : c'est une nécessité stratégique pour garantir un élevage résilient.

Le troisième défi est à la fois économique et social. L'élevage marocain est avant tout une activité humaine, portée par des centaines de milliers de petits et moyens éleveurs, souvent dans les zones les plus fragiles du pays. Or, ces acteurs sont les plus exposés aux chocs climatiques, à la raréfaction des parcours et à la volatilité des prix des intrants et des produits. Sans accompagnement technique, sans accès équitable au financement, à la formation, à l'assurance agricole et à l'innovation, la transition vers un modèle durable restera hors de portée. La souveraineté alimentaire ne peut se construire sans une véritable souveraineté des producteurs, c'est-à-dire sans leur donner les moyens de décider, d'investir et de vivre dignement de leur métier.

Face à ces défis systémiques, les réformes à engager sont profondes et interconnectées. Elles appellent d'abord une meilleure gouvernance des filières animales. Aujourd'hui encore, la chaîne de valeur des viandes rouges reste fragmentée, opaque et dominée par une multiplicité d'intermédiaires, ce qui prive les éleveurs d'une juste rémunération et les consommateurs de prix raisonnables et stables. Structurer les filières, renforcer les organisations professionnelles, instaurer une véritable interprofession, améliorer la régulation des marchés et la transparence des prix sont des conditions indispensables pour rétablir un équilibre vertueux entre production nationale et consommation. Ensuite, l'innovation technologique et organisationnelle doit devenir un levier central de la transformation. L'élevage de précision, les capteurs connectés, les plateformes digitales de conseil et de traçabilité, l'optimisation des rations alimentaires à partir de ressources locales, la valorisation des coproduits agricoles : autant de pistes concrètes pour améliorer la productivité tout en réduisant l'empreinte environnementale. Mais ces outils ne seront efficaces que s'ils sont rendus accessibles, adaptés aux réalités locales et accompagnés par des politiques publiques cohérentes, stables et dotées de moyens suffisants.

Enfin, une vision de long terme s'impose, au-delà des cycles électoraux et des urgences conjoncturelles. La souveraineté alimentaire ne se décrète pas dans l'émotion d'une crise. Elle se construit patiemment, à travers des choix structurants et assumés : quels produits animaux convient-il de privilégier (viande rouge, lait, volaille, œufs) ? quel niveau d'autosuffisance réaliste viser pour chacun d'eux ? quelle articulation optimale entre production nationale, importations sécurisées et stocks stratégiques ? Autant de questions qui nécessitent des arbitrages clairs, débattus démocratiquement, et inscrits dans une stratégie nationale de long terme.

Au fond, le Maroc se trouve à un tournant décisif. Poursuivre la gestion au coup par coup des crises — sécheresses, flambées des prix, mortalité du cheptel — ou engager une transformation systémique et résiliente de son modèle de production animale. Le choix est déterminant pour l'avenir du pays. Car dans un monde marqué par l'incertitude climatique croissante, la dégradation des écosystèmes et la volatilité des marchés agricoles mondiaux, la véritable richesse d'une nation ne réside plus seulement dans sa capacité à produire en quantité, mais dans celle à produire durablement, localement et avec une empreinte écologique soutenable. Et c'est bien là, désormais, que se joue la souveraineté alimentaire du Royaume : dans sa capacité à réinventer un élevage marocain résilient, sobre en ressources, équitable pour les producteurs, et porteur de sécurité pour l'ensemble des citoyens. ●

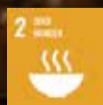


# BRINGING PHOSPHORUS TO LIFE

DU SOL À L'ÉLEVAGE, NOURRIR DURABLEMENT LA VIE



18<sup>ÈME</sup> ÉDITION  
SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE AU MAROC  
DU 20 AU 28 AVRIL 2026 – MEKNÈS



Université  
Mohammed VI  
Polytechnique

**“ Durabilité de la production animale  
et souveraineté alimentaire ”**

# ENTRE FACTURE CLIMATIQUE ET ÉQUATION GÉNÉTIQUE

**La flambée des prix des viandes rouges au Maroc dépasse le simple effet inflationniste. Elle révèle les fragilités d'un modèle d'élevage sous pression climatique, déséquilibré par les marchés et en quête de renouveau. Entre décapitalisation du cheptel, tensions sur l'offre et limites des systèmes productifs, une piste s'impose avec force : celle de la génétique animale.**

## **Salih Toumi**

**L**a flambée des prix des viandes rouges n'est pas un simple épisode inflationniste. Elle révèle une transformation profonde d'un secteur pris en étau entre dérèglement climatique, limites structurelles de production et mutations des marchés. Au Maroc, cette tension met en lumière un enjeu stratégique encore sous-estimé : celui de la génétique animale comme levier de résilience.

## **Une filière sous stress climatique**

L'élevage marocain repose en grande partie sur des systèmes extensifs, fortement dépendants des aléas climatiques. La succession d'années de sécheresse a provoqué une raréfaction des parcours naturels, une hausse vertigineuse du coût des aliments de bétail et une baisse significative du cheptel national. Dans certaines régions, les éleveurs ont été contraints de vendre pré-

maturément leurs animaux, entraînant ainsi une décapitalisation du cheptel. Ce phénomène fragilise durablement la capacité de production future.

Dans ce dossier vital, le cli-

mat agit comme un multiplicateur de vulnérabilités : moins de pluie, c'est moins de fourrage, donc des coûts plus élevés et une productivité en baisse.

## **Des prix sous tension : des causes bien réelles**

La cherté des viandes rouges s'explique par une combinaison de facteurs objectifs, souvent imbriqués : Renchérissement des intrants (aliments composés, énergie, transport), réduction de l'offre liée à la contraction du cheptel, pression de la demande, notamment urbaine et dépendance partielle aux importations pour certains intrants. À cela s'ajoute un effet moins visible mais déterminant : la désorganisation des cycles de production. Un élevage fragilisé met plusieurs années à reconstituer ses effectifs, ce qui prolonge la tension sur les prix. Résultat : la viande rouge, longtemps accessible à une large partie de la population, tend à devenir un produit de plus en plus onéreux, rompant avec l'idée de prix raisonnables et abordables.

## **Génétique animale : un levier encore sous-exploité**

Face à ces contraintes, la génétique apparaît comme un levier stratégique majeur. L'amélioration génétique

visé plusieurs objectifs clés : résistance à la chaleur et au stress hydrique, meilleure efficacité alimentaire (produire plus avec moins), adaptation aux maladies émergentes et optimisation des performances de reproduction.

Certaines races locales, longtemps délaissées au profit de races importées plus productives, présentent en réalité une meilleure résilience aux conditions climatiques arides. Leur valorisation, via des programmes de sélection et de croisement, constitue une piste sérieuse à explorer. À l'inverse, le modèle fondé sur des races à haut rendement mais exigeantes en eau et en alimentation montre aujourd'hui ses limites.

Le développement d'une filière d'élevage résiliente passe nécessairement par un renforcement de la recherche appliquée.

Des institutions comme l'Institut National de la Recherche Agronomique (INRA) jouent un rôle clé dans la sélection de lignées adaptées, l'étude des performances en conditions de stress climatique et le développement de biotechnologies reproductives.

Cependant, ces efforts restent insuffisamment connectés aux réalités du terrain. Le transfert de technologie



**L'élevage marocain repose en grande partie sur des systèmes extensifs, fortement dépendants des aléas climatiques.**

vers les éleveurs demeure un maillon faible, limitant l'impact des avancées scientifiques.

## Marché des viandes rouges : entre régulation et déséquilibres

Le marché national des viandes rouges souffre également de déséquilibres structurels : une chaîne de valeur fragmentée, un poids important des intermédiaires et un manque de transparence sur la formation des prix.

Dans ce contexte, même lorsque les coûts à la production se stabilisent, les prix à la consommation restent élevés.

Les politiques publiques oscillent entre soutien aux éleveurs (subventions, aides alimentaires) et tentatives de régulation des prix. Mais ces

mesures, souvent conjoncturelles, peinent à traiter les causes profondes.

## Vers un nouveau modèle d'élevage

La conjonction des défis climatiques, économiques et alimentaires impose une refonte du modèle d'élevage.

## Plusieurs pistes se dessinent :

Réorienter la production vers des systèmes plus économes en ressources, investir massivement dans la génétique adaptée au climat local, structurer davantage les filières pour réduire les marges excessives, développer des alternatives alimentaires accessibles pour alléger la pression sur la viande rouge. L'enjeu est double : garantir la sécurité alimen-



## La succession d'années de sécheresse a provoqué une raréfaction des parcours naturels.

taire tout en préservant le pouvoir d'achat.

## Produire moins, mais mieux et à quel prix?

Le Maroc fait face à une équation délicate : comment

maintenir une production de viande rouge suffisante dans un contexte de rareté croissante des ressources ? La réponse ne pourra être uniquement quantitative. Elle passera par une montée en gamme génétique, une meilleure gouvernance des

filières et une adaptation lucide aux contraintes climatiques. Car au fond, la question n'est pas seulement agricole. Elle est profondément sociale : jusqu'à quel point la viande rouge restera-t-elle un produit du quotidien... et non un luxe? ●

**MEDZ**  
GROUPE CDG

**ACCÉLÉRATEUR  
DE PROGRÈS**

**4** agropoles au service  
de vos investissements  
agro-industriels



**SIAM**  
SALON INTERNATIONAL DE  
L'AGRICULTURE AU MAROC

**Des lots de terrains industriels et tertiaires prêts à accueillir votre projet**

Explorez de nouvelles opportunités d'implantations en visitant notre stand !  
Pôle Institutionnel SIAM

**+212 537 576 678**

AGROPOLIS

MEDWEST  
Agropole de l'arrière-pays

AGROPOLE  
SOUSS MASSA

AGROPOLE  
DU LOUKKOS



[/COMPANY/MEDZ](#)

[/MEDZMOROCCO](#)

[/MEDZMOROCCO](#)

[SHOWROOM@MEDZ.MA](mailto:SHOWROOM@MEDZ.MA)

[WWW.MEDZ.MA](http://WWW.MEDZ.MA)

**SIAM 2026**

# Maroc Telecom laboure le futur et connecte les champs au progrès agricole



**Le groupe poursuit son engagement en faveur de l'innovation.**

**A**près des participations remarquables aux précédentes éditions du Salon International de l'Agriculture au Maroc (SIAM), Maroc Telecom confirme, lors de l'édition actuelle une ambition forte : faire de l'innovation technologique un levier concret de transformation pour l'agriculture nationale.

Partenaire fidèle du SIAM, le leader national des telecoms, n'accompagne pas seulement le mouvement : il l'accélère. À travers ses solutions Agritech de nouvelle génération, Maroc Telecom met la puissance du numérique au service des agriculteurs, avec une promesse essentielle : produire mieux, consommer moins de ressources et anticiper les défis. Au cœur de cette dynamique, des technologies combinant Internet des objets, intelligence artificielle et analyse de données permettent désormais une agriculture pilotée en temps réel. Les exploitants peuvent suivre leurs cultures avec précision, adapter l'irrigation,

optimiser leur consommation énergétique et anticiper les risques climatiques ou sanitaires. Résultat : des rendements améliorés, des coûts maîtrisés et une activité agricole plus résiliente face aux aléas. Cette transformation prend aussi une dimension très concrète avec le lancement du Pack Fellah, une offre pensée pour réduire la fracture numérique en milieu rural. En rendant les outils digitaux accessibles, smartphone et connectivité adaptés, Maroc Telecom ouvre la voie à une adoption plus large des technologies agricoles modernes.

Sur son stand, le Groupe va encore plus loin en démontrant, en conditions quasi réelles, l'impact des technologies avancées.

Drones intelligents, intelligence artificielle et infrastructures de données de proximité s'appuient sur la puissance de la 5G pour offrir un pilotage précis et instantané des exploitations agricoles. Une vitrine qui illustre ce que sera, demain, une agriculture connectée et performante. Mais l'innovation ne s'arrête

pas aux champs. Avec sa filiale MT Cash, Maroc Telecom s'attaque aussi à un défi majeur : la digitalisation des flux financiers dans le monde agricole. Sa solution Payeur simplifie le versement des salaires, sécurise les transactions et réduit la dépendance au cash, tout en favorisant l'inclusion financière des travailleurs et des coopératives. Une avancée concrète, particulièrement stratégique dans un secteur encore dominé par l'informel.

À travers ces initiatives, Maroc Telecom s'impose comme un acteur clé de la modernisation agricole. Bien au-delà de la connectivité, le Groupe œuvre pour bâtir un écosystème où technologie, durabilité et performance convergent pour répondre aux défis alimentaires et économiques du Maroc et du continent. Opérateur de référence en Afrique, présent dans 11 pays et au service de millions d'utilisateurs, Maroc Telecom confirme sa vision : celle d'un numérique utile, inclusif et profondément ancré dans les réalités du terrain. ●

18e édition du  
Salon International  
de L'Agriculture  
au Maroc

Spécial  
SIAM



# Assureur de l'agriculture depuis 1963

À LA MAMDA, NOUS COMPRENONS LES DÉFIS POSÉS  
PAR LES RISQUES CLIMATIQUES.

Nous apportons des solutions **d'assurance** concrètes à  
**nos sociétaires agriculteurs** et à nos partenaires.

Avec **plus de 60 ans d'expertise** à vos côtés, nous mobilisons  
nos valeurs mutualistes et notre savoir-faire pour **assurer**  
**vos investissements** et vous **permettre de préparer**  
l'avenir sereinement.

التعاونية الفلاحية  
mamd

MAMDA-MCMA.MA

# Digitalisation La révolution digitale au chevet de l'élevage et de la souveraineté agricole

**À la croisée de l'innovation technologique et des enjeux agricoles, le Maroc accélère sa transformation digitale pour réinventer son modèle d'élevage. Entre élevage de précision, essor de l'AgriTech et partenariats institutionnels structurants, le Maroc esquisse les contours d'une agriculture plus intelligente, résiliente et tournée vers la souveraineté alimentaire.**

## Saliha Toumi

**D**ans un contexte de changement climatique, de volatilité des marchés et de rareté des précipitations, l'adaptation est devenue une urgence pour l'agriculture nationale où une mutation silencieuse mais profonde a été enclenchée : la transformation digitale. Longtemps perçu comme un secteur traditionnel, l'agriculture, et plus particulièrement l'élevage devient aujourd'hui un terrain d'innovation où données, capteurs et intelligence algorithmique redessinent les pratiques.

### **De l'agriculture 4.0 à l'élevage de précision**

Le Maroc s'inscrit progressivement dans la dynamique de l'agriculture 4.0, qui vise à remplacer les approches empiriques par des systèmes intelligents fondés sur la donnée. Cette évolution est particulièrement visible dans le domaine de l'élevage. L'élevage de précision repose sur l'utilisation de technologies telles que les capteurs connectés (suivi de la santé animale), les plateformes d'analyse de données, la traçabilité numérique et l'automatisation de l'alimentation et de la reproduction. Des solutions déjà déployées au Maroc permettent par exemple de suivre chaque bovin en temps réel, d'ana-

lyser ses performances et d'optimiser les décisions d'élevage. Résultat : amélioration de la productivité, réduction des coûts vétérinaires et meilleure qualité des produits.

Dans un contexte de flambée des prix des viandes rouges, cette approche apparaît comme un levier stratégique susceptible de réconcilier rentabilité économique et accessibilité des marchés.

### **Un écosystème AgriTech en pleine structuration**

Cette transformation ne se fait pas en vase clos. Elle s'appuie sur un écosystème AgriTech en pleine émergence, combinant startups, centres de recherche et acteurs industriels.

Le Maroc se positionne désormais comme un pionnier africain de l'agriculture intelligente, porté par l'essor des startups innovantes, l'intégration de technologies comme les drones, l'imagerie satellitaire ou l'IoT et l'attractivité croissante pour les investissements étrangers.

Des plateformes numériques permettent aujourd'hui d'optimiser l'irrigation, de réduire l'usage des intrants, d'améliorer la gestion des exploitations et de connecter les agriculteurs aux marchés.

L'AgriTech devient ainsi un levier de souveraineté alimentaire, mais aussi un vecteur d'attractivité pour les jeunes talents, en réconciliant agriculture et innovation technologique.



**Le Maroc s'inscrit progressivement dans la dynamique de l'agriculture 4.0.**

### **Le rôle structurant des partenariats institutionnels**

La réussite de cette transformation repose largement sur des alliances public-privé-académiques.

Plusieurs initiatives illustrent cette convergence : l'implication du ministère de l'Agriculture dans la digitalisation du secteur, avec des équipes dédiées aux solutions numériques, le rôle du groupe OCP et de l'Université Mohammed VI Polytechnique dans le développement de plateformes AgriTech et de programmes de formation, la création de centres d'excellence dédiés à l'agriculture digitale, favorisant la R&D et l'innovation et le transfert technologique. Ces partenariats permettent de structurer la recherche appliquée, former une nouvelle génération d'agriculteurs "data-driven" et assurer le passage à l'échelle des innovations. Ils traduisent une conviction forte : la transformation digitale agricole ne peut réussir sans une gouvernance collaborative et intégrée.

### **Des avancées réelles, mais des défis persistants**

Malgré ces progrès, la transition reste à plusieurs vitesses. L'adoption des technologies demeure inégale

selon : la taille des exploitations, les régions, et les capacités d'investissement. Certaines zones rurales restent encore éloignées des infrastructures numériques, tandis que de nombreux petits éleveurs peinent à accéder à ces innovations.

Le défi n'est donc plus seulement technologique, il est aussi social (inclusion des petits agriculteurs), économique (financement des équipements) et institutionnel (accompagnement et formation).

### **Vers une agriculture intelligente et résiliente**

Au croisement du digital, de la génétique animale et de la gestion durable des ressources, l'élevage marocain entre dans une nouvelle ère. Une ère où chaque donnée devient une ressource, où chaque décision peut être optimisée, et où la technologie devient un allié face aux incertitudes climatiques.

Plus qu'une modernisation, il s'agit d'un changement de paradigme : passer d'une agriculture subie à une agriculture pilotée.

Dans cette trajectoire, le Maroc ne joue pas seulement sa compétitivité agricole. Il joue aussi une ambition plus large : celle de devenir un hub africain de l'AgriTech, capable de conjuguer innovation, souveraineté alimentaire et durabilité. ●

## Nutrition animale

# Comment OCP transforme la ressource en souveraineté

**Au cœur des enjeux agricoles contemporains, le Groupe OCP déploie une vision qui dépasse largement la simple production d'engrais. À travers son pavillon au Salon International de l'Agriculture au Maroc, le Groupe met en scène une lecture intégrée des systèmes agricoles, où chaque maillon est interconnecté.**

### Jamil Manar

**L**e parcours proposé illustre comment la molécule de phosphore relie la mine aux territoires, en passant par les sols, la science, les cultures et l'alimentation animale. Cette approche repose sur une conviction forte : la production animale ne peut être pensée isolément. Elle dépend d'un enchaînement de facteurs où la qualité de l'alimentation animale est tributaire de celle des fourrages, eux-mêmes conditionnés par la fertilité des sols et la précision des apports nutritifs. À leur tour, ces apports reposent sur la science, la donnée et l'innovation industrielle, capables de transformer une ressource minérale en solutions adaptées aux besoins spécifiques des cultures.

Le pavillon du Groupe OCP propose ainsi bien plus qu'une vitrine : une démonstration. Celle d'un modèle où le phosphore devient un fil conducteur



Le stand OCP au SIAM.

structurant, un levier de performance agricole durable, de nutrition animale et de développement territorial. Nutriment essentiel à la fertilité des sols, le phosphore joue un rôle déterminant dans la croissance des plantes et la durabilité des systèmes agricoles. Mais au-delà de sa disponibilité, c'est désormais la qualité de son usage qui constitue le véritable enjeu. Face aux limites des approches standardisées de fertilisation – souvent synonymes de gaspillage et de déséquilibres – le Groupe OCP a amorcé un tournant stratégique majeur : passer d'une logique de volume à une logique de solution.

Cette transformation repose sur la fertilisation de précision, fondée sur la customisation des apports selon les spécificités des sols, des cultures et des contextes pédoclimatiques. Une approche qui permet d'optimiser les rendements tout en réduisant l'empreinte environnementale.

La contribution du Groupe OCP à l'alimentation animale s'inscrit dans cette logique globale et s'exprime à deux niveaux. D'abord de manière indirecte, à travers l'amélioration des cultures fourragères grâce à une fertilisation adaptée. Ensuite de manière directe, via des solutions de nutrition animale développées par sa filiale Speciality Products & Solutions, no-

tamment la gamme Phosfeed, conçue pour répondre aux besoins nutritionnels du bétail et améliorer les performances des élevages. À travers cette double approche, le phosphore apparaît comme un élément structurant des systèmes d'élevage, intervenant à la fois en amont et en aval de la chaîne de production.

L'ambition du Groupe OCP s'inscrit également dans une trajectoire qui cherche à concilier deux impératifs souvent opposés : accroître la production agricole et réduire son impact environnemental. Nourrir une popula-

tion croissante tout en préservant les ressources naturelles exige un changement profond des pratiques. C'est le sens des solutions développées par le Groupe : fertilisation raisonnée, optimisation des intrants, amélioration des rendements et renforcement de la résilience des systèmes agricoles.

Cette dynamique est soutenue par un ambitieux programme d'investissement visant à renforcer la durabilité du modèle industriel, notamment à travers le recours à des énergies bas carbone, une gestion optimisée de l'eau et le développement d'une économie circulaire. À cela s'ajoute l'essor du carbon farming, qui contribue à capter le carbone dans les sols tout en améliorant leur fertilité.

Au-delà de la production, le modèle du Groupe OCP génère des impacts significatifs sur les territoires et les communautés rurales. À travers des initiatives comme le programme Al Moutmir ou les actions de la Fondation OCP et de la Fondation Phosboucraa, le Groupe accompagne les agriculteurs, soutient la formation, encourage l'entrepreneuriat et contribue à structurer des écosystèmes agricoles durables.

Ainsi, produire ne se limite pas à transformer une ressource. Cela signifie aussi transmettre, former et créer de la valeur durable. Une vision où agriculture, élevage, industrie et territoires avancent de concert, portés par une même ambition : construire une souveraineté alimentaire à la fois performante et responsable. ●

### *Fondation OCP*

#### **Le partenaire de choix des communautés**

**D**epuis 2012, la Fondation OCP a accompagné plus de 1,5 million de bénéficiaires, dont près de 95 731 pour la seule année 2025, avec une forte représentation féminine atteignant 60 %. Présente dans 16 pays sur trois continents, elle joue un rôle structurant dans le développement des écosystèmes sociaux et économiques du monde rural. Cette dynamique se matérialise notamment à travers le modèle des FACI – fermes agricoles intégrées – qui incarne une approche holistique combinant production agricole, formation et entrepreneuriat. L'exploitation agricole y devient ainsi un véritable moteur de développement local. De son côté, la Fondation Phosboucraa illustre l'impact territorial de cette vision dans les régions du Sud, avec plus de 210 000 bénéficiaires en une décennie. Elle a permis la formation de 2 300 agriculteurs et éleveurs à l'agriculture digitale et accompagné la création de 803 entreprises, contribuant à structurer des filières locales et à renforcer l'autonomie économique de ces territoires. À travers ces initiatives, l'impact du Groupe OCP dépasse largement le cadre industriel. Il s'inscrit au cœur même de son modèle : produire, c'est aussi accompagner, former, structurer et créer les conditions d'opportunités durables pour les communautés. ●



Climat et eau

# LE MAROC À L'ÉPREUVE DE SA GOUVERNANCE HYDRIQUE

**Saliha Toumi**

**L**ongtemps considéré comme un pays à climat capricieux mais maîtrisable, le Maroc est aujourd'hui entré dans une nouvelle ère : celle de la rareté structurelle de l'eau. Ce basculement, accéléré par le changement climatique, impose une relecture sérieuse des politiques publiques, des modèles agricoles et des mécanismes de gouvernance.

## Une rareté désormais structurelle

Le constat est sans appel : le Maroc n'est plus simplement en situation de stress hydrique, il glisse vers une pénurie durable. En quelques décennies, la disponibilité en eau par habitant est passée de plus de 2 500 m<sup>3</sup> dans les années 1960 à moins de 600 m<sup>3</sup> aujourd'hui, bien en dessous du seuil critique de 1 000 m<sup>3</sup>.

Cette dégradation rapide s'explique par un double phénomène : une baisse structurelle des précipitations

et une hausse continue des températures.

Le pays subit ainsi un climat de plus en plus erratique, alternant longues sécheresses et épisodes extrêmes. Les experts parlent d'un « cycle climatique perturbé » qui redessine durablement la carte hydrique nationale.

À ces défis s'ajoute une contrainte géographique majeure : situé à la frontière entre influences méditerranéennes et sahariennes, le Maroc est naturel-



lement exposé à une forte variabilité pluviométrique.

### **Un modèle sous pression**

Au-delà du climat, c'est tout un modèle de développement qui est interrogé. Le capital hydrique national, estimé à environ 22 milliards de m<sup>3</sup> d'eau renouvelable par an, devient de plus en plus difficile à mobiliser. Dans le même temps les nappes phréatiques s'épuisent, les barrages enregistrent des niveaux historiquement bas (désormais bien remplis grâce à une pluviométrie exceptionnelle en 2026) et la demande explose sous l'effet de la croissance démographique et économique. L'agriculture, qui consomme à elle seule près de 80 % des ressources en eau, cristallise les tensions. Certaines cultures intensives, notamment destinées à l'export, sont accusées d'aggraver la pression sur les nappes, révélant les limites d'un modèle productiviste dans un contexte de pénurie. Résultat : la crise de l'eau n'est plus conjoncturelle, elle devient systémique, touchant à la fois l'économie, la sécurité alimentaire et la stabilité sociale.

### **D'une politique de l'offre à une gestion de la rareté**

Historiquement, le Maroc a misé sur une politique ambitieuse de l'offre, incarnée par la straté-

gie des barrages initiée par feu Hassan II dès les années 1960. Ce modèle, longtemps salué, atteint aujourd'hui ses limites face à la raréfaction des apports. La nouvelle doctrine hydrique repose désormais sur plusieurs leviers : dessalement de l'eau de mer, en forte expansion, réutilisation des eaux usées traitées, interconnexion des bassins hydrauliques et généralisation de l'irrigation goutte-à-goutte.

Mais cette transition reste incomplète. Elle traduit un passage délicat d'une logique d'abondance relative à une logique de gestion de la pénurie.

### **Gouvernance : le vrai nœud du problème**

Si les solutions techniques existent, la question centrale demeure celle de la gouvernance.

À ce niveau-là, la gestion de l'eau souffre de plusieurs fragilités :

une fragmentation institutionnelle, un manque de coordination entre secteurs (agriculture, urbanisme, tourisme, industrie), une difficulté à arbitrer entre usages concurrents.

La gouvernance hydrique suppose désormais des choix politiques clairs : faut-il privilégier l'eau potable sur l'agriculture ?

quelles cultures maintenir ou abandonner ? comment tarifier une ressource devenue rare ?

Autrement dit, la crise de l'eau est aussi une crise de décision.

### **Vers une nouvelle culture de l'eau**

Face à cette réalité, un changement de paradigme s'impose.

La gestion de l'eau ne peut plus être uniquement technique ou sectorielle. Elle doit devenir : territoriale (adaptée aux bassins hydrauliques), participative (impliquant usagers et collectivités) et anticipative (intégrant les scénarios climatiques futurs).

Des initiatives locales, comme la collecte du brouillard ou la recharge des nappes, montrent que des solutions innovantes existent. Mais elles restent encore marginales face à l'ampleur du défi.

### **L'eau, nouvelle ligne de fracture**

Au Maroc, l'eau est en train de devenir bien plus qu'une ressource : un facteur structurant des politiques publiques, des équilibres économiques et des tensions sociales.

Le pays se trouve à la croisée des chemins : continuer à adapter à la marge un modèle hérité, ou refonder en profondeur sa relation à l'eau.

Car dans un monde plus chaud et plus sec, la vraie richesse ne se mesure plus à l'aune de la capacité de produire... mais à la capacité des décideurs de savoir gérer la rareté. ●



L'économie agricole nationale repose largement sur une main-d'œuvre saisonnière essentielle aux récoltes.

## Emploi rural L'autre défi de l'économie agricole

**Entre fragilité de l'inclusion financière, raréfaction de la main-d'œuvre saisonnière et potentiel encore sous-exploité du patrimoine agri-alimentaire, l'économie rurale marocaine se trouve au milieu du gué.**

**Jamil Manar**

La question de la ruralité ne se limite plus à l'agriculture comme secteur de production. Elle est devenue un enjeu d'inclusion économique, sociale et territoriale. Entre difficultés d'accès au financement, raréfaction de la main-d'œuvre saisonnière et sous-exploitation du patrimoine agri-alimentaire, les campagnes marocaines se trouvent à la croisée des chemins : soit elles restent en marge de la croissance, soit elles deviennent un levier central de développement.

L'un des principaux freins à la modernisation de l'économie rurale reste l'accès au financement. Malgré les progrès réalisés par les institutions de microfinance et les dispositifs publics, une partie des petits agriculteurs et éleveurs demeure sous-bancarisée. L'absence de garanties formelles, la volatilité des revenus agricoles et la faible culture de l'assurance agricole limitent l'accès au crédit productif. Or, sans financement, difficile d'investir dans : l'irrigation moderne, la mécanisation, la digitalisation des exploitations, ou encore l'amélioration des intrants. Dans ce contexte, l'inclu-

sion financière ne saurait se réduire à l'ouverture de comptes bancaires. Elle suppose une ingénierie adaptée au monde rural, combinant crédit saisonnier, assurance climatique, finance digitale et accompagnement technique. Des solutions émergent, notamment via les paiements mobiles et les plateformes numériques, mais leur diffusion reste inégale entre territoires. L'économie agricole nationale repose largement sur une main-d'œuvre saisonnière essentielle aux récoltes, à l'irrigation et aux travaux d'élevage. Pourtant, cette ressource devient de plus en plus rare, instable et

coûteuse. Plusieurs facteurs expliquent cette évolution : l'exode rural des jeunes vers les villes, la concurrence d'autres secteurs (BTP, services, logistique), la migration internationale et la pénibilité du travail agricole face à des revenus jugés insuffisants. Résultat : certaines filières font désormais face à une pénurie structurelle de main-d'œuvre, particulièrement lors des pics agricoles. Cette situation entraîne : une hausse des coûts de production, des retards de récolte, et parfois des pertes économiques importantes. Face à cette tension, deux voies se dessinent : l'amélioration des conditions de travail et de rémunération et l'accélération de la mécanisation et de l'automatisation des tâches agricoles. Mais la transition reste lente, car elle suppose des investissements lourds et une réorganisation profonde des modèles de production. Au-delà de multiples contraintes, l'économie rurale dispose d'un atout majeur souvent sous-valorisé : son patrimoine agri-alimentaire. Huile d'olive, dattes, produits du terroir, céréales locales, fromages artisanaux ou encore savoir-faire pastoraux constituent un capital culturel et économique considérable. Pour-

tant, une grande partie de ces produits reste cantonnée à des circuits informels ou à faible valeur ajoutée. La valorisation de ce patrimoine passe par plusieurs leviers : la labellisation et les indications géographiques, la structuration de chaînes de valeur locales, l'amélioration de la transformation agroalimentaire et le développement du marketing territorial. Certaines initiatives montrent déjà la voie, en reliant produits du terroir et tourisme rural, ou en intégrant les coopératives dans des circuits de distribution modernes. Mais le potentiel reste largement sous-exploité.

### Vers une économie rurale inclusive et connectée

L'avenir de l'économie rurale dépend de sa capacité à articuler trois dimensions essentielles : financer les acteurs pour moderniser la production, employer de manière durable et attractive dans un contexte de rareté de la main-d'œuvre, valoriser les richesses locales pour créer de la valeur ajoutée sur les territoires. Cette transformation nécessite une vision intégrée, où les politiques agricoles ne sont plus conçues en déconnexion des politiques sociales, financières et industrielles.

### Du rural subi au rural stratégique

L'économie rurale ne doit plus être envisagée comme un secteur périphérique. Elle devient un territoire stratégique de souveraineté économique et sociale. Mais pour jouer pleinement ce rôle, elle doit réussir sa transition : passer d'un modèle de subsistance à un modèle d'inclusion, d'innovation et de valorisation. L'objectif décisif étant de faire du monde rural non pas un espace à soutenir, mais un espace capable de créer durablement de la richesse et de l'opportunité. ●

## Agriculture

# LE MODÈLE PORTUGAIS

**Au Salon International de l'Agriculture au Maroc 2026, le Portugal expose une agriculture de résilience et d'innovation.**

**Rachid Wahbi**

Invité d'honneur du Salon International de l'Agriculture au Maroc 2026, le Portugal n'arrive pas à Meknès en simple partenaire européen. Il s'impose comme un laboratoire grandeur nature d'une agriculture méditerranéenne confrontée, comme le Maroc, à la rareté de l'eau, aux dérèglements climatiques et à l'impératif de produire mieux avec moins.

Derrière ce choix, il y a plus qu'un symbole : une convergence stratégique entre deux modèles agricoles qui cherchent à concilier souveraineté alimentaire, durabilité et compétitivité. Au Portugal, l'agriculture ne pèse qu'une part limitée de l'économie - autour de 2 à 3 % du PIB - mais son rôle territorial, social et environnemental reste déterminant.

Or, le pays a progressivement tourné la page d'une agriculture extensive peu productive pour s'orienter vers des filières à forte valeur ajoutée, souvent tournées vers l'export.

À première vue, le Portugal ne coche aucune des cases classiques de la puissance agricole. Territoire limité, ressources hydriques sous pression, tissu agricole fragmenté. Et pourtant, à un



**Le Portugal a progressivement tourné la page d'une agriculture extensive peu productive pour s'orienter vers des filières à forte valeur ajoutée.**

moment où l'agriculture mondiale est confrontée à de multiples défis, ce petit pays ibérique s'invite au centre du jeu.

Sa présence en tant qu'invité d'honneur du SIAM consacre un modèle discret mais redoutablement efficace: celui d'une agriculture de résilience.

Le Portugal n'a jamais eu le luxe de l'abondance. Ni en terres, ni en eau. Alors il a fait un choix radical : transformer ses limites en leviers.

Irrigation de précision, gestion fine des ressources hydriques, sélection variétale adaptée au stress climatique... Là où d'autres subissent, le Portugal anticipe. Là où certains compensent, il optimise. Dans un bassin méditerranéen de plus en plus aride, cette approche n'est plus un luxe, c'est une condition de survie.

### **Moins de volume, plus de valeur**

Plutôt que de courir après les volumes, le Portugal a changé de logique. Son agriculture s'est repositionnée sur la qualité, la tra-

çabilité et l'export à forte valeur ajoutée.

Huile d'olive premium, vins d'exception, fruits et légumes calibrés pour les marchés européens : le pays a compris très tôt que la compétitivité ne se joue plus uniquement à l'hectare, mais au positionnement.

Ce virage stratégique lui permet aujourd'hui de peser bien au-delà de sa taille réelle.

### **L'innovation comme culture**

L'autre transformation est tout aussi discrète mais décisive : la modernisation des pratiques.

Digitalisation des exploitations, agriculture de précision, montée en puissance de l'agritech... Le Portugal s'est donné les moyens de ses ambitions. Non pas en rupture avec ses traditions, mais en les augmentant. Résultat : une agriculture hybride, où le savoir-faire ancestral cohabite avec la donnée, les capteurs et l'optimisation en temps réel.

### **Un miroir pour le Maroc**

Si le Portugal est à l'honneur à Meknès, c'est aussi parce que le miroir est troublant. Même climat capricieux, même pression sur l'eau, mêmes défis de productivité et de durabilité. À bien des égards, les deux pays jouent la même partition avec des instruments différents. Le SIAM devient alors plus qu'un salon : un espace de convergence, où se dessinent des réponses communes à des crises partagées. Le Portugal n'est pas une puissance agricole.

Mais il incarne peut-être quelque chose de plus précieux : une lucidité. Celle de comprendre que l'agriculture du XXIe siècle ne sera ni expansive, ni insouciant. Elle sera contrainte, technologique et stratégiquement pensée. À Meknès, le Portugal ne vient pas donner des leçons. Il vient rappeler une évidence que beaucoup préfèrent encore ignorer: dans un monde qui manque terriblement d'eau, l'avenir appartient à ceux qui savent compter chaque goutte. ●



CREDIT  
AGRICOLE  
DU MAROC

UN ENGAGEMENT DURABLE

## PARTENAIRE OFFICIEL DU SIAM



Au Crédit Agricole du Maroc, nous accompagnons le développement du secteur agricole national et soutenons les filières animales, en tant que l'un des piliers essentiels de notre sécurité alimentaire.

À travers des solutions de financement adaptées, nous nous engageons aux côtés de l'ensemble des acteurs, à chaque étape de la chaîne de valeur, afin de renforcer la durabilité de la production de la valorisation et de la distribution afin de consolider la sécurité alimentaire de notre pays.



SIAM  
SALON INTERNATIONAL DE  
L'AGRICULTURE AU MAROC